

Extrait du École changer de cap

<https://www.ecolechangerdecap.net/spip.php?article278>

Collectif Ecole changer de cap

Politique et Ecole 2012.

Réponse d'Europe

Ecologie-Les Verts

- Français - Campagnes et événements -

Date de mise en ligne : jeudi 15 mars 2012

École changer de cap

Yann Forestier, Responsable de la commission Enfance, éducation, formation d'**Europe Ecologie-Les Verts**. Membre du Conseil d'Action et de Proposition d'Éva Joly.

Réponse aux propositions de l'ouvrage *Donner toute sa chance à l'école. Treize transformations nécessaires et possibles....*

29 décembre 2011

J'ai (enfin !) pris le temps de lire de près l'ouvrage *Donner toute sa chance à l'école*. Comme je l'écrivais dans ma première réaction, je suis impressionné par l'élévation du propos des contributeurs.

Votre combat a le mérite de rappeler l'essentiel : face à la complexité des mutations auxquelles nous sommes confrontés, il faut d'abord savoir prendre le recul nécessaire. Non seulement parce que c'est une attitude qui favorisera une action pertinente dans le domaine qui nous intéresse, mais aussi et surtout parce que c'est une attitude qu'il faudrait adopter plus souvent, dans une société où tout est fait pour nous en décourager. L'urgence qui préside bien souvent à la décision politique est mauvaise conseillère, et la première raison pour laquelle les responsables devraient accorder plus d'intérêt et d'importance à vos travaux est justement qu'ils nous obligent, dans toute action, à nous interroger sur l'essentiel et le fondamental.

Je suis particulièrement séduit par votre appel à une remise en cause des critères de la réussite. Une clarification, dans ce domaine, résoudrait une grande part de la crise de l'éducation que nous traversons : le discours faisant des études un moyen d'ascension sociale, puis un moyen d'échapper au chômage, a aveuglé la société au point que les autres enjeux de l'éducation ont pour ainsi dire disparu du débat public. Dans ces conditions, parler de "repenser la réussite scolaire et sociale à l'aune de la réussite humaine", ce qui n'aurait jamais dû cesser d'être à la base de la motivation scolaire, oblige à une remise en cause en profondeur, seule susceptible de redonner un sens à une démocratisation bien vide de signification, et d'abord pour ceux qui étaient censés en être les principaux bénéficiaires.

Mais c'est justement l'ambition de votre démarche qui en fait toute la difficulté : le poids des représentations sur l'école, la force des habitudes semblent devoir condamner **l'éducation psycho-sociale** à demeurer au rang des belles utopies. Si la politique est bien, selon le truisme dont Jacques Chirac songea, en son temps, à faire un mot historique, "l'art de rendre possible ce qui est nécessaire", il est justement du rôle d'un parti politique d'avancer des propositions concrètes pour donner une chance à ces idées d'entrer un jour dans les faits. Passer au stade des propositions techniques est d'ailleurs indispensable pour mettre chacun en face de ses responsabilités : si l'énoncé de principes, si ambitieux soient-ils, peut parvenir à se faire dans un climat consensuel (comme vous le rappelez, certaines de vos idées ont déjà été reprises et répétées par des instructions officielles), l'action sur les points de blocage obligera les protagonistes du débat public à se positionner.

Prenons les choses dans l'ordre :

1. Repenser les conditions de formation des enseignants

Nous portons depuis longtemps l'idée selon laquelle les enseignants ne sauraient être formés seulement par la connaissance de leur discipline. Les masters d'enseignement, qui restent à créer, doivent inclure, à notre sens, un véritable travail d'étude et de recherche sur la pratique de l'enseignement. Cela vaut aussi pour la formation continue, qui doit être, notamment dans le cadre de stages sur site, qu'il faut encourager, une occasion pour chaque enseignant d'un retour réflexif sur sa discipline et d'échange avec d'autres membres de la communauté éducative.

2. Officialiser le travail en équipe

Sur ce point plus que sur beaucoup d'autres, nous devons sortir de l'incantation. C'est tout le sens, je pense, de l'utilisation du mot "officialiser". Cela implique un changement des obligations de service des enseignants, mais aussi des modalités d'évaluation et de promotion. Eva Joly souhaite de plus agir sur le système des mutations et des affectations, afin de favoriser la constitution d'équipes stables, la sécurisation du parcours des enseignants débutants et la mobilité des enseignants expérimentés vers l'éducation prioritaire et la prise de responsabilités.

3. Intégrer de la Maternelle à l'Université les apports de l'éducation psycho-sociale ; **7.** Eduquer au sens de la complexité et à l'esprit de la science ; **10.** Apprendre à apprendre ; **11.** Apprendre à échanger ; **12.** Eduquer à l'interculturalité ; **13.** Apprendre à philosopher

Si nous n'utilisons pas l'expression "éducation psycho-sociale" dans nos écrits, nous avançons l'idée de promouvoir ce que nous appelons les "éduquer à". L'idée est de cesser de diviser les savoirs entre les disciplines (et les occasions d'éducation entre les enseignements d'une part, la vie scolaire de l'autre), mais d'intégrer les approches autour de finalités qui deviendraient le principe organisateur de l'école. **Une telle perspective impose de redéfinir les programmes en termes d'objectifs transdisciplinaires, l'ensemble de la communauté éducative se trouvant chargée de la responsabilité de les atteindre et de les mettre en oeuvre.**

C'est d'ailleurs la condition de l'accès à la complexité, particulièrement entravé par la définition purement disciplinaire des savoirs scolaires. Cette autre façon de présenter les savoirs sera également un moyen d'intégrer aux exigences de l'école la "prise de recul" par les élèves par rapport à leurs apprentissages. Le système actuel, où tout (programmes, horaires, rythmes, devoirs...) semble avoir été pensé pour que ni les enseignants ni les élèves n'aient à se poser de question sur ce qu'ils font, doit faire place à des dispositions qui permettent (et même qui obligent) chacun de faire un retour sur son expérience et de s'impliquer dans la définition de projets.

4. Repenser l'autorité et **5.** Assurer la formation à la gestion non violente des conflits :

L'école doit être un lieu hors-menace. Nous sommes convaincus que c'est par l'instauration d'un climat de confiance que l'autorité scolaire reprendra sens. La responsabilisation des élèves, la multiplication des occasions de dialogue, à rebours de la logique de stigmatisation qui prévaut aujourd'hui, sont des voies à explorer d'urgence pour que le principe de la non-violence puisse présider aux relations scolaires. L'école doit cesser d'être conçue comme un instrument de contrôle social.

6. Généraliser les apprentissages de base par cycles de maturation

Comme vous, nous sommes particulièrement déçus que le système des cycles instauré par la loi de 1989 n'ait pu réellement se mettre en place et se généraliser. Nous en réaffirmons la nécessité dans notre projet en demandant que les programmes soient définis en termes d'objectifs transdisciplinaires de fin de cycle, de façon à laisser aux équipes pédagogiques la responsabilité de définir le rythme (et les modes de regroupement des élèves) auquel le travail sera organisé.

8. Conférer un statut positif à l'erreur et 9. Transformer les modes d'évaluation

La promotion de cette indispensable évolution pédagogique doit pouvoir passer par le changement des modes d'évaluation. Les épreuves du baccalauréat orientent ainsi une grande part de la pédagogie en amont : le modèle du devoir sur table, production définitive sanctionnée par une note elle aussi définitive (aux conséquences souvent définitives) décourage le tâtonnement, l'essai et l'expérimentation. Les écologistes défendent un baccalauréat qui s'obtiendrait à la fois par unités capitalisables, présentation de travaux personnels ou collectifs et épreuves transdisciplinaires.

Je suis convaincu que les mesures techniques permettant de faire entrer vos propositions dans les faits sont réalistes. Accompagnées d'un discours mobilisateur, qui ose affronter la nécessité du changement, elles peuvent trouver leur place dans un contexte où **le consensus semble pouvoir s'établir autour de l'urgence de définir un nouveau modèle scolaire.**

La responsabilité des politiques

Il reste à savoir si la formation politique qui aura la responsabilité de représenter en 2012 une alternative au parti au pouvoir saura porter ces ambitions et ne pas se contenter de conforter les tendances au repli identitaire en échange d'une paix sociale garantie par l'offre (nécessaire) de postes d'enseignants. C'est là que le rôle de votre mouvement est fondamental. Comme l'Appel de Bobigny, auquel vous vous référez à plusieurs reprises à juste titre, votre collectif doit interpeller les politiques, communiquer et susciter un mouvement social qui mette l'accent sur les vraies questions et oblige le nouveau pouvoir à se positionner clairement par rapport à vos propositions.

C'est en ce sens qu'Eva Joly propose la tenue d'États généraux de l'école fondamentale dès l'hiver 2012-2013, afin qu'au lieu de réagir à un projet de réforme déjà préparé, les mouvements, syndicats et collectifs de toutes tendances mettent en débat, dans l'ensemble de la société, leurs propositions, sur le modèle par exemple de ce qu'a fait, malheureusement sans aucun soutien institutionnel, le groupe "De l'ambition pour la réforme des lycées".

Sachez en tout cas que les écologistes, qu'ils soient ou non présents au gouvernement en 2012, feront tout leur possible pour promouvoir les initiatives comme les vôtres. "

Yann Forestier

LIRE le **PROJET EE- LV**